



Stratégies et politiques énergétiques à l'horizon 2020 et au-delà: Pour la mise en œuvre de politiques et d'investissements durables

Conférence Internationale de l'Energie

22 – 24 juin 2009

Palais Impérial de Vienne, Autriche



SYNTHÈSE

Le Gouvernement de la République d'Autriche (par son Agence pour la coopération au développement et le Forum global pour l'énergie durable), l'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) et l'ONUDI, en coopération avec Groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie (UN-Energy), l'Agence internationale de l'énergie (IEA), le Partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (REEEP), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Fondation des Nations Unies, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et l'Institut de la Terre (Earth Institute) organisent une Conférence Internationale de l'Energie qui se tiendra du 22 au 24 juin 2009 au Palais Impérial de Vienne en Autriche.

L'objectif de cette conférence est d'offrir aux responsables politiques des pays en voie de développement et des pays industrialisés, ainsi qu'aux représentants du secteur privé et de la société civile, la possibilité de débattre des questions énergétiques dans le contexte de la crise économique et financière actuelle. Les participants pourront également discuter des fonctions que les Nations Unies pourraient remplir dans ce domaine et souligner le besoin d'une coopération internationale renforcée.

Le programme de la conférence s'articule autour de quatre séances plénières:

1. Défis énergétiques du 21^{ème} siècle
2. Stratégies énergétiques pour combattre le changement climatique
3. Vers une trajectoire de développement durable et pauvre en carbone
4. Financement des investissements dans le domaine de l'énergie en temps de crise

Des groupes de travail parallèles seront organisés au cours de la troisième séance plénière afin de favoriser les discussions sur les thèmes de l'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique et de l'accès à l'énergie pour les activités productives. L'Europe centrale et orientale, l'Afrique de l'Ouest et les petits États insulaires en développement feront l'objet de forums de discussion spécifiques.

En sa qualité de pays-hôte de la Conférence, le Gouvernement de la République d'Autriche sera en charge de l'une des séances plénières, ainsi que d'un certain nombre de séances parallèles. Il mettra à disposition les infrastructures et répondra aux besoins logistiques qui y sont liés (infrastructure technique, personnel, interprétation, restauration et couverture médiatique). IIASA sera responsable d'une présentation de haut niveau évoquant les aspects clés du Global Energy Assessment. L'ONUDI assurera la coordination générale de la conférence, préparera une stratégie complète pour la communication et les médias, et soutiendra la participation de responsables politiques, intervenants et experts originaires de 50 pays en voie de développement.

D'autres efforts tendront à mobiliser des ressources afin de renforcer la portée de la conférence en assurant:

- Un vaste impact via la présence de participants de pays en voie de développement;
- La mise à disposition de documents et de rapports de haute qualité, la présence d'experts renommés qui délivreront des présentations à l'occasion des séances plénières et parallèles, ainsi que l'organisation d'activités complémentaires;
- Une couverture médiatique totale de l'évènement et la publication de tous les résultats et apports majeurs de la conférence;
- La publication d'une synthèse de la conférence couvrant les débats de manière approfondie.

CONTEXTE

a) L'énergie au centre du débat

La nécessité de développer une solution durable pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux marque les débats actuels. En effet, le thème de l'énergie est au cœur des plus importants défis du 21^{ème} siècle tels que la pauvreté, le développement durable, le changement climatique, la sécurité alimentaire et la sécurité environnementale. Faire face aux besoins énergétiques du monde d'une manière cohérente et durable permettra également de répondre plus efficacement à ces problèmes urgents.

L'actuelle convergence de crises – le ralentissement économique et la pression sur les marchés financiers, combinés aux prix volatiles des denrées alimentaires et des carburants – nous offre l'opportunité unique de reformuler nos politiques et stratégies, et de rediriger les investissements vers une trajectoire de développement plus sûre et plus durable. Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé de ses vœux une transition vers une "économie verte" afin de répondre aux crises actuelles et de transformer les habitudes de production et consommation d'énergie. Il s'agit d'un appel à tous les pays pour qu'ils adoptent une stratégie de développement pauvre en carbone.

Financement des investissements dans le domaine de l'énergie en temps de crise

La crise économique et financière mondiale risque d'avoir de graves répercussions sur le financement des infrastructures en général, et sur le financement des investissements dans le domaine de l'énergie en particulier. Certains travaux suggèrent que le financement de l'infrastructure énergétique sera gravement affecté, bien que le marché des énergies renouvelables offre une perspective plus optimiste. Il faut cependant bien s'attendre à des déficits pour l'ensemble du secteur énergétique.

Dans les régions où, comme en Afrique, l'accès à l'électricité est l'un des grands défis en termes d'infrastructures¹, un tel déclin est en effet une très mauvaise nouvelle. Comparée à d'autres régions du monde, l'Afrique sub-saharienne présente les taux d'accès à l'électricité, de puissance installée par personne et de consommation par personne les plus bas. Mais l'Afrique ne sera pas le seul continent à souffrir de la crise. Il y a encore un grand besoin d'investissements dans la plupart des pays en voie de développement afin de créer de nouvelles capacités de génération, de développer des réseaux de distribution d'énergie dans les zones urbaines, des petits réseaux de distribution (mini-grids) pour les communautés de taille moyenne, et des installations décentralisées fournissant de l'énergie aux zones rurales isolées. Etant donné le rôle prédominant des banques étrangères dans ces pays, un déclin général des flux d'investissement privés aura probablement pour effet une chute des crédits alloués aux infrastructures énergétiques. Selon la Banque mondiale, les flux de capital privé dans le secteur de l'énergie sont aussi en déclin².

D'autre part, les pays d'Asie-Pacifique maintiendront un certain niveau de croissance économique et une forte demande énergétique, en dépit de la crise financière. Cela pourrait avoir des conséquences néfastes sur le réchauffement de la planète. Elargir et optimiser l'accès à l'énergie demeure un défi majeur pour la région. Une trajectoire de développement pauvre en carbone pourrait pourvoir aux besoins liés au développement tout en répondant aux défis posés par le changement climatique et la pollution locale.

La coopération internationale et le rôle des Nations Unies

Une coopération internationale renforcée est essentielle pour assurer la transition vers une économie et une industrie plus "vertes". L'énergie en est un aspect central. En dépit de sa capacité inégalée à sensibiliser le public, à attirer l'attention sur certains problèmes et à exhorter des actions à l'échelle internationale, il reste à l'Organisation des Nations Unies à démontrer ses points forts afin d'exercer un rôle de chef de file dans le secteur énergétique. Le Groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie (UN-Energy), constitué de 20 organisations du système des

¹ La Banque mondiale estime que l'Afrique sub-saharienne aurait besoin de 4 GW additionnels pour soutenir sa croissance économique et répondre aux besoins en matière d'électricité, qui augmentent d'environ 5% par an ou davantage dans de nombreux pays de la région. En réalité, seulement 1 GW de plus est installé chaque année.

² Alors que les investissements privés dans les projets électriques dans les pays en voie de développement ont augmenté quasiment tout au long des années 1990, ces investissements ont considérablement chuté suite à la crise financière asiatique. S'élevant à 46 milliards de dollars en 1997, ils ne représentaient plus que 15 milliards de dollars en 1999 et 30 milliards de dollars en 2000.

Nations Unies, a été établi suite aux décisions prises au Sommet mondial sur le développement durable afin de promouvoir des réponses multi-sectorielles et cohérentes, et de collaborer de manière plus efficace avec les partenaires à l'extérieur du système des Nations Unies. Le groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie est résolu à garantir que le système des Nations Unies et la Banque mondiale s'impliquent de manière stratégique dans des domaines où les résultats peuvent avoir un impact considérable. Plus récemment, le groupe de coordination s'est révélé être une plateforme de discussion et de décision extrêmement utile afin de soutenir les efforts des pays visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et à lutter contre le changement climatique. Bien que le groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie continue de jouer un rôle clé, davantage d'efforts sont nécessaires pour renforcer le rôle du système des Nations Unies dans le débat énergétique global et pour encourager les actions à l'échelle internationale vers une économie plus "verte".

C'est dans ce contexte que le Directeur général de l'ONUDI, en tant que Président du Groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie, le Gouvernement de la République d'Autriche et IIASA, ont considéré le moment propice à l'organisation d'une Conférence internationale de l'énergie. L'objectif de cette conférence est donc de relever les défis les plus urgents en relation avec l'énergie et le changement climatique dans le cadre d'une situation macroéconomique fragile, en particulier dans les pays en voie de développement.

Les organisateurs de la Conférence

Les organisateurs de la Conférence ont tous trois beaucoup à apporter au débat sur les stratégies et politiques énergétiques. Le ministère des Affaires étrangères de la République d'Autriche (BMeiA) représente le pays-hôte de la Conférence. Au cours des dernières dix années, le BMeiA a apporté son soutien au Forum global pour l'énergie durable (Global Forum on Sustainable Energy - GFSE), né des recommandations du World Energy Assessment. Le GFSE est une plateforme globale de discussion, constituée de nombreuses parties prenantes au débat sur l'énergie, ainsi qu'un partenaire en faveur de l'énergie pour le développement durable. Il participe au dialogue international et contribue à publier des données sur l'énergie durable. Depuis 1999, le GFSE s'est fait hôte de réunions annuelles sur les questions énergétiques. Il célébrera son dixième anniversaire au cours de cette Conférence internationale sur l'énergie.

L'International Institute for Applied Systems Analysis (IIASA) est un centre international de recherche qui conduit des études scientifiques interdisciplinaires sur des questions environnementales, économiques, technologiques et sociales dans le contexte des changements globaux. Une initiative majeure d'IIASA est le Global Energy Assessment (GEA), initié en 2005. L'objectif de cette évaluation est d'aider les décideurs à relever les défis associés à la prestation de services énergétiques en vue d'un développement durable. En effet, ceux-ci doivent, dans le même temps, répondre aux difficultés relatives à la sécurité énergétique; assurer l'accès à des formes d'énergie modernes pour le développement et contre la pauvreté; tenir compte les répercussions locales, régionales et globales sur l'environnement et attirer les investissements nécessaires. Des scientifiques renommés présenteront les points les plus importants du GEA au cours de la Conférence.

Suite à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies, l'ONUDI soutient vivement les efforts de lutte contre le changement climatique, de promotion de l'efficacité énergétique dans l'industrie, de soutien aux techniques de production moins polluantes, et de promotion des sources d'énergie renouvelable. A cet égard, le Groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie se révèle être un mécanisme décisif afin de catalyser les forces des Nations Unies pour atteindre ces objectifs tandis que l'ONUDI assume activement son rôle de promotion du débat mondial sur l'énergie. Dans ce contexte, l'ONUDI a organisé au cours de deux dernières années des rencontres sur le thème de l'énergie, en partenariat avec des agences nationales et internationales, notamment en Uruguay, au Brésil et au Sénégal (sur les énergies renouvelables), en Malaisie, en Ethiopie et en Croatie (sur les biocarburants).

b) Bénéficiaires

Les organisateurs prévoient la participation de quelques 500 responsables politiques et spécialistes de l'énergie. Ces derniers pourront bénéficier d'un contact direct avec des experts et partager des points de vue multisectoriels en échangeant leur connaissance respective des sujets abordés. Les participants repartiront avec des informations éprouvées sur de nombreuses problématiques liées à l'énergie. Cela permettra à l'industrie, au milieu académique et à la société civile de différents pays et régions de bénéficier des résultats de la Conférence.

LA CONFERENCE

a) Objectif de la conférence

L'objectif de cette conférence est d'offrir aux responsables politiques des pays en voie de développement et des pays industrialisés, ainsi qu'aux représentants du secteur privé et de la société civile, la possibilité de débattre des questions énergétiques dans le contexte de la crise économique et financière actuelle. Les participants pourront également discuter des fonctions que les Nations Unies pourraient remplir dans ce domaine et souligner le besoin d'une coopération internationale renforcée.

b) Démarche

L'ONUDI et ses partenaires reconnaissent la nécessité de tenir compte de tous les aspects du débat sur l'énergie en adoptant une approche globale, tout en insistant sur le rôle clé que peut jouer la coopération internationale pour la mise en œuvre de politiques et d'investissements durables. Il est donc envisagé que la conférence puisse:

- Servir de plateforme de discussion des problématiques en relation avec l'énergie grâce à la participation d'experts de renommée internationale, de responsables politiques de haut niveau ainsi que des représentants du secteur privé et de la société civile;
- Réunir quelques 500 participants du monde entier afin d'offrir des perspectives très variées et l'opportunité de convenir un terrain d'entente pour proposer des solutions;
- Pousser le débat sur l'énergie et le développement au-delà des généralités et identifier les actions spécifiques nécessaires;
- Initier et renforcer la coopération régionale et internationale par le biais d'ateliers spécifiques et orientés sur les résultats;
- Présenter le Global Energy Assessment d'IIASA;
- Célébrer le 10ème anniversaire du Forum global pour l'énergie durable (Global Forum on Sustainable Energy - GFSE);
- Façonner la politique globale en contribuant à la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le Changement Climatique (COP 15) à Copenhague;
- Présenter les nouvelles initiatives internationales en matière d'énergie comme par exemple l'Agence internationale des énergies renouvelables (International Renewable Energy Agency - IRENA).

Le programme de la conférence est en phase de finalisation sous la direction d'une équipe de représentants des trois agences organisatrices.

PROGRAMME (version provisoire)

22 Juin	MATIN	Séance d'ouverture Allocution de bienvenue	
		Panel de haut niveau : "Un programme énergétique global au-delà de 2020"	
		Séance plénière 1 : Les défis énergétiques du 21ème siècle	
	APRES-MIDI	Séance plénière 1 (suite) : Les défis énergétiques du 21ème siècle	
Séance plénière 2 : Stratégies énergétiques pour combattre le changement climatique			
23 Juin	MATIN	Synthèse de la journée précédente	
		Séance plénière 3 : Vers une trajectoire de développement durable et pauvre en carbone	
		Séance parallèle 1 : Énergies renouvelables	Séance parallèle 2 : Accès à l'énergie pour les activités productives
	APRES-MIDI	Séance parallèle 3 : Efficiéce énergétique dans l'industrie	Séance parallèle 4 : Pour un concept de l'énergie renouvelable en Afrique de l'Ouest
		Séance plénière 4 : Financement des investissements dans le domaine de l'énergie en temps de crise	
24 Juin	MATIN	Séance parallèle 5 : L'énergie en Europe centrale et orientale	Séance parallèle 6 : Renforcer la viabilité et la sécurité énergétique des petits Etats insulaires en développement
		Séance plénière finale : Messages clés et bilan	
	APRES-MIDI	Excursion	

Des experts de renommée internationale, tels que le Dr. Pachauri, Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et lauréat du Prix Nobel de la paix en 2007, ont confirmé leur participation à la conférence. Les agences partenaires du groupe de coordination de l'ONU sur l'énergie (UN-Energy) ont été contactées afin que le programme des sessions soit mis en rapport avec leur mandat et expertise respectifs. D'autres institutions clés ont été sollicitées pour organiser les discussions de fond telles que l'Agence internationale de l'énergie (IEA), le Partenariat pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique (REEEP), le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et l'Institut de la Terre (Earth Institute).

A mesure que les préparations pour la Conférence progressent, un certain nombre d'institutions internationales et d'organisations non-gouvernementales ont montré leur intérêt de prendre part à l'organisation de la Conférence. A l'heure actuelle, le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale ont déjà confirmé leur appui et participation. Les ministères des Affaires étrangères de la République Tchèque, de la Pologne, et du Mexique ont fait part de leur intérêt marqué pour l'évènement en assurant le concours d'intervenants et autres participants dans le cadre des différentes séances.

Un comité de coordination créé par les co-organisateurs se réunit chaque semaine pour discuter des questions de fond relatives au programme de la conférence, aux intervenants, à la structure des exposés et à la stratégie médiatique. L'ONUDI a aussi établi un comité interne constitué des

représentants de toutes les unités concernées afin d'assurer une bonne coordination avec d'autres événements de taille, tels que le Conseil du développement industriel de l'ONUDI, le Forum global pour l'énergie durable organisé au Mexique et la Conférence de l'industrie verte qui se tiendra aux Philippines.

c) Résultats escomptés

La conférence va permettre la mise en place durable d'un vaste réseau de connaissances et d'échange d'expériences entre les responsables politiques et autres spécialistes sur les problématiques complexes liées à l'énergie. Ceux-ci seront en mesure de mieux prendre en charge les questions liées aux politiques énergétiques dans leurs pays respectifs et de bénéficier des initiatives et programmes internationaux dans ce domaine. De ce fait, l'industrie, la société civile et le monde académique pourront ainsi jouir d'un environnement plus favorable.

d) Prestation

PRESTATION: Conférence de haut niveau concernant tous les aspects de la politique énergétique

Critères:

- Un minimum de 500 experts et professionnels provenant des pays en voie de développement et des pays industrialisés participeront à cet événement et pourront acquérir de nouvelles connaissances en matière d'énergie.
- Un minimum de 25 documents, rapports ou déclarations seront préparés par les intervenants dans le cadre des séances plénières, parallèles ou des activités complémentaires.
- La couverture médiatique de la Conférence sera assurée par des communiqués de presse, des entretiens et interviews, des extraits vidéos, etc
- Un minimum de 10 documents techniques seront présentés par le biais du rapport final de la Conférence. Il est attendu que ces documents reflètent les questions clés soulevées pendant la conférence, en particulier dans l'optique de mesurer l'impact de la crise économique et financière sur les investissements dans le domaine énergétique. Cette publication servira de base aux actions ultérieures et au travail de suivi.

BESOINS SUPPLÉMENTAIRES

L'ONUDI a pour objectif de mobiliser des ressources supplémentaires afin de renforcer la portée de la conférence en assurant:

- Un vaste impact via la présence de participants de pays en voie développement;
- La mise à disposition d'un nombre important de documents et de rapports de haute qualité à l'occasion des séances plénières et des séances parallèles, ainsi que des activités complémentaires;
- Une couverture médiatique renforcée et la publication de tous les résultats et apports majeurs de la conférence;
- La publication de rapports techniques plus approfondis et détaillés dans le cadre du rapport final de la Conférence.

Co-sponsorisé par:

